Les effets de la COVID-19 sur les inégalités à long terme dans les pays en développement

- **RUTH HILL**
- **AMBAR NARAYAN**

|07 JANVIER 2021

Des sacs de nourriture sont déchargés à destination des familles vulnérables aux Philippines. © Eric Sales / Banque asiatique de développement

Dans de nombreux pays en développement, la crise de la COVID-19 s'est déclenchée dans un contexte déjà marqué par de fortes disparités entre les individus et une mobilité sociale réduite (a), jetant une lumière crue sur ces inégalités. La pandémie menace aussi gravement l'équité et la mobilité sociale à long terme, comme nous l'expliquons dans un récent rapport (a) qui s'appuie sur les enseignements des crises passées et les premières données recueillies ces derniers mois.

Les leçons du passé : les pandémies aggravent les inégalités

Selon une étude récente (a) consacrée aux effets de cinq pandémies survenues entre 2003 et 2016, les inégalités de revenu dans les pays touchés ont généralement connu une augmentation constante au cours des cinq années suivant chaque événement. Les effets ont en outre été plus marqués lorsque la crise a entraîné une contraction de l'activité économique, comme c'est le cas avec la COVID.

Ces travaux sous-estiment probablement les conséquences potentielles à long terme de la COVID-19, étant donné ses répercussions beaucoup plus importantes sur les revenus (a). Cinq ans après une pandémie, il est également trop tôt pour que ses effets sur l'inégalité des chances et la mobilité sociale se fassent pleinement sentir. Une mobilité sociale plus limitée, c'est-à-dire une persistance accrue de la situation des individus d'une génération à l'autre, notamment sur le plan des études et des revenus, freine le progrès d'une société en perpétuant les inégalités (a) et en affaiblissant la croissance économique et la cohésion sociale.

Les premiers constats sur la situation actuelle : la COVID-19 frappe plus durement les pauvres et creuse les inégalités

Les projections à court terme de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international indiquent que l'extrême pauvreté dans le monde et les inégalités de ressources dans les économies émergentes et à faible revenu devraient augmenter en 2020. Les premières informations recueillies dans les pays montrent que les répercussions de la pandémie sur le marché du travail sont très inégales et qu'elles varient fortement en fonction des caractéristiques des emplois, des travailleurs et des entreprises. Par ailleurs, les

données tirées de nos enquêtes à haute fréquence sur l'impact de la COVID (a) suggèrent que, dans la plupart des pays, les personnes ayant fait des études supérieures ont moins de chances de perdre leur emploi que celles dont le niveau d'éducation est plus faible, et que les femmes sont plus susceptibles de devoir arrêter de travailler que les hommes. Le taux de destruction d'emplois est plus élevé dans l'industrie et les services urbains, car les activités concernées se prêtent en général moins au télétravail. D'après les résultats d'enquêtes téléphoniques menées auprès des entreprises (a), les retards de paiements sont plus probables dans les micros et petites entreprises que dans les grandes. Par conséquent, une perte temporaire de recettes pour ces entreprises peut se traduire en une érosion à plus long terme des emplois et du capital entrepreneurial, un phénomène qui touche de manière disproportionnée les travailleurs jeunes, peu qualifiés ou sans accès à des financements.

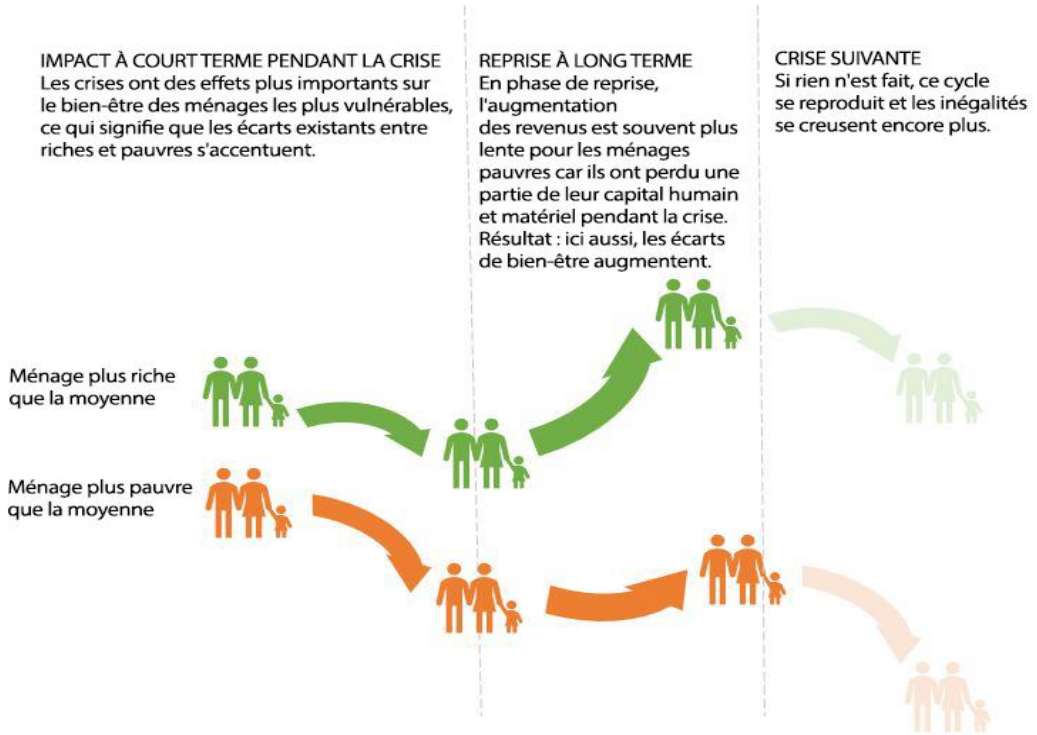
Les interruptions de scolarité sont aussi plus répandues chez les élèves les plus pauvres. En Éthiopie (a) et au Nigéria (a) par exemple, les enfants des 20 % des ménages les plus riches ont beaucoup plus de chances de poursuivre leurs apprentissages malgré les fermetures d'écoles que ceux des 20 % les plus démunis.

Les perspectives pour l'avenir : trois raisons de s'inquiéter de l'accroissement des inégalités à long terme

Les éléments recueillis lors de précédentes crises révèlent que non seulement l'impact sur le bien-être des ménages les plus pauvres peut être plus important, mais que la reprise après un choc est sans doute plus lente (figure 1). Nous relevons actuellement trois motifs d'inquiétude qui, si rien n'est fait, risquent de peser eux aussi dans cette crise.

Figure 1 : Inégalités et crises : un cercle vicieux

Image



1. **Même si la durée de la récession est aujourd'hui inconnue, les données disponibles indiquent que les pertes d'emplois ont un impact à long terme**. Pour un nouvel arrivant sur le marché du travail, une période de chômage risque d'entraîner une baisse des revenus tout au long de sa vie professionnelle en raison du temps d'expérience (potentielle) perdu, de la dépréciation de ses compétences et des

séquelles qui peuvent être particulièrement graves pour les travailleurs issus de ménages pauvres et ceux qui sont moins qualifiés. Pour les mêmes raisons, un taux plus élevé de perte d'emploi chez les femmes peut également avoir des répercussions durables sur l'emploi et les salaires de la population féminine.

2. **Les stratégies déployées par les ménages pauvres pour faire face aux baisses de revenus sont coûteuses à long terme.** Les enseignements des crises précédentes montrent que, lorsque les groupes défavorisés subissent des chocs, ils adoptent souvent des stratégies d'adaptation — réduction de leur consommation alimentaire et vente de leurs actifs productifs notamment — qui entraînent une moindre accumulation de capital humain et matériel. Les carences nutritionnelles des enfants et des mères ont des conséquences néfastes durables. Selon les résultats d'enquêtes téléphoniques (a) menées dans 33 pays, 40 % des ménages en moyenne ont recours à une réduction de leur consommation pour faire face aux pertes de revenus associées à la COVID-19. Ce fait est confirmé par le degré élevé d'insécurité alimentaire signalé dans les enquêtes : en moyenne, dans la moitié des familles des pays les plus pauvres, une personne a sauté au moins un repas au cours du mois précédent par manque d'argent.
3. **Les perturbations de la scolarité auront des effets durables.** Dans la plupart des pays à faible revenu couverts par les enquêtes téléphoniques, la part des enfants qui ont accompli au moins une tâche prescrite par un enseignant depuis la fermeture des écoles n'atteint même pas 30 % des ménages. Les premières données relatives à des pays à revenu élevé (tels que la Belgique et les Pays-Bas [a]) révèlent des déficits d'apprentissage importants qui accroissent les inégalités en matière d'éducation. Les simulations (a) de la Banque mondiale suggèrent que, à l'échelle mondiale, près de 0,6 année de scolarité corrigée en fonction de la qualité des acquis sera perdue en raison des fermetures liées à la COVID-19 , une grande partie des retards concernant les enfants des familles les plus vulnérables. Or ces déficits d'apprentissage peuvent avoir un coût irréversible à long terme, tant pour les individus que pour la société. À partir de l'exemple de catastrophes passées (a), on observe qu'une scolarité perturbée et le traumatisme provoqué par un choc nuisent à l'apprentissage et créent des inégalités à l'œuvre des années plus tard. Une étude (a) montre aussi que les personnes âgées de 14 à 17 ans lors de l'épidémie de polio aux États-Unis en 1916 ont atteint un niveau d'instruction inférieur à celui de leurs pairs un peu plus âgés qui avaient déjà terminé leur scolarité. En outre, comme les ménages vulnérables des pays en développement subissent des pertes de revenus, certains peuvent aussi être moins enclins (à) à renvoyer leurs enfants en classe, notamment après la fermeture des écoles.

Penser les politiques publiques à travers le prisme de l'équité pour freiner la progression des inégalités

Il est impératif de mettre l'accent sur la lutte contre les inégalités. En effet, en s'attachant à atténuer les inégalités face à la crise à court terme, on réduit la nécessité d'agir pour combler les écarts causés à plus long terme par les inégalités passées. Dans la phase de redressement à moyen et long terme, l'objectif principal des politiques doit être de favoriser une reprise durable et inclusive, tout en renforçant la résilience des personnes vulnérables face aux crises futures. À cet égard, il sera sans doute essentiel d'agir dans les domaines suivants :

- Stimuler les investissements dans la santé et l'éducation, en particulier pour les enfants dès leur plus jeune âge. Ces interventions devront notamment aider les enfants et leurs parents à reprendre un parcours

scolaire, en prévenant les abandons et en apportant un soutien à l'apprentissage aux élèves qui ont pris du retard.

- Établir des règles équitables sur le marché du travail. Il faudra faciliter le retour à l'emploi des chômeurs, y compris les femmes et les jeunes, en recourant à des politiques actives sur le marché du travail et des programmes de formation , en promouvant un meilleur accès à des modes de garde d'enfants abordables et en améliorant les droits liés au congé parental.
- Élargir l'accès aux services financiers et à la technologie. Encourager le développement de produits financiers à faible coût et améliorer l'information dans ce domaine ainsi que l'accès aux infrastructures et aux technologies numériques aiderait les micro et petites entreprises — essentielles au retour à l'emploi des travailleurs vulnérables — à rester en activité et à devenir plus compétitives.
- Investir dans les filets de sécurité et la couverture sociale. Pour aider rapidement les ménages à se protéger contre la dégradation de leur capital humain et matériel en cas de crise, il faut sans tarder investir dans les éléments clés qui permettent d'élargir si nécessaire l'accès aux filets de sécurité, tels que les registres sociaux et les systèmes de paiement mobile, et aussi évaluer régulièrement les risques auxquels un pays peut être confronté.

Le moment de la reconstruction des économies est celui pendant lequel il faut donner la priorité à l'inclusion, à l'équité et au renforcement de la résilience face à de futures crises. Comme nous en faisons l'expérience aujourd'hui avec la pandémie, les politiques budgétaires doivent être élaborées de manière à anticiper les modalités d'augmentation des dépenses publiques en cas de crise et à aider ainsi les ménages à y faire face. Tout en sachant qu'il existe un moyen efficace et rentable d'assurer la résilience de nos sociétés aux crises futures : s'attaquer dès aujourd'hui aux inégalités structurelles, en réduisant les écarts de ressources et de capacités entre les riches et les pauvres.

La crise COVID-19 alimente la flambée des prix alimentaires pour les plus pauvres au monde

- **DAVID MALPASS**

|01 FÉVRIER 2021

Des femmes récoltant du blé au Bangladesh. Photo : © Scott Wallace/Banque mondiale

L'année dernière, la COVID-19 a mis en péril la sécurité économique, sanitaire et alimentaire de millions de personnes, et précipité jusqu'à 150 millions d'autres dans l'extrême pauvreté. Si les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie sont effroyables, l'aggravation de la faim en est l'une des manifestations les plus tangibles.

Les pertes de revenus se traduisent par moins d'argent dans les poches pour acheter de la nourriture, tandis que les perturbations des marchés et des approvisionnements en raison des restrictions à la liberté de circuler entrainent des pénuries et un renchérissement des prix au niveau local, particulièrement de denrées périssables. Les difficultés d'accès à des aliments nutritifs auront des effets négatifs sur la santé et le développement cognitif des enfants de l'ère COVID dans les années à venir.

L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a augmenté de 14 % l'année dernière. Des enquêtes téléphoniques réalisées périodiquement par la Banque dans 45 pays montrent qu'un pourcentage substantiel de personnes commence à manquer de nourriture ou à réduire sa consommation. La situation allant s'aggravant, la communauté internationale peut prendre trois mesures en 2021 pour renforcer la sécurité alimentaire et aider à prévenir des conséquences encore plus graves sur le capital humain.

La première des priorités consiste à assurer la libre circulation des produits alimentaires. Pour éviter des pénuries artificielles et des flambées de prix, les aliments et d'autres produits essentiels doivent circuler aussi librement que possible d'une frontière à l'autre. Au début de la pandémie, lorsque les pénuries apparentes et la panique ont fait planer des menaces d'interdiction des exportations, la communauté internationale a aidé à maintenir la fluidité du commerce de produits alimentaires. Des informations crédibles et transparentes concernant l'état des stocks mondiaux de nourriture — qui atteignaient des niveaux confortables avant la COVID — ainsi que les déclarations sans équivoque du G20, de l'Organisation mondiale du commerce et des organisations de coopération régionale sur le libre-échange ont contribué à rassurer les négociants, et permis aux pouvoirs publics de prendre des mesures propices. Grâce à des dispositions spéciales applicables aux travailleurs des secteurs agricole et alimentaire et aux corridors de transports, les chaînes d'approvisionnement qui avaient été brièvement perturbées à l'intérieur des pays ont été rétablies.

« Pour éviter des pénuries artificielles et des flambées de prix, les aliments et d'autres produits essentiels doivent circuler aussi librement que possible d'une frontière à l'autre. »

Nous devons rester vigilants et éviter de revenir aux mesures de restrictions à l'exportation et de durcissement des frontières qui font en sorte que les denrées alimentaires — et d'autres produits essentiels — se raréfient et coûtent plus cher.

La deuxième priorité consiste à renforcer les dispositifs de protection sociale. À court terme, ceux-ci permettent aux familles de se prémunir face aux crises sanitaires et économiques. En Éthiopie par exemple, le nombre de ménages qui avaient du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires avait initialement augmenté de 11,7 points de pourcentage pendant la pandémie, mais les participants à notre programme de filets de sécurité productifs de longue date étaient à l'abri de la majeure partie des effets négatifs de cette dernière.

Le monde a mis en place un dispositif de protection sociale sans précédent en réponse à la COVID-19. Les transferts monétaires atteignent actuellement 1,1 milliard de personnes, et des mécanismes de prestation innovants identifient et atteignent rapidement de nouveaux groupes de personnes, tels que les travailleurs informels en zones urbaines. Mais « grande échelle » n'est pas synonyme de « suffisant ». Une étude des programmes de protection sociale contre la COVID-19 a révélé que les interventions de transferts monétaires sont :

- De courte durée — durent à peine plus de trois mois en moyenne ;
- De faibles montants — 6 dollars (4,30 livres) en moyenne par habitant dans les pays à faible revenu ;

- De portée limitée — beaucoup de personnes dans le besoin ne sont toujours pas couvertes.

La pandémie renforce l'impérieuse nécessité d'accroître les investissements dans les systèmes de protection sociale à travers le monde. D'autres mesures visant à accélérer les transferts monétaires, en ayant notamment recours à des moyens numériques, contribueraient aussi grandement à réduire la malnutrition.

La troisième priorité consiste à renforcer la prévention et la préparation. Les systèmes alimentaires mondiaux ont subi de multiples chocs en 2020, des répercussions économiques de la pandémie sur les producteurs et les consommateurs à l'invasion de criquets pèlerins et aux aléas météorologiques. Tout semble indiquer qu'il s'agit peut-être de la nouvelle norme. Les écosystèmes dont nous dépendons pour l'eau, l'air et la nourriture sont menacés. Les zoonoses ne cessent de se multiplier en raison de pressions démographiques et économiques croissantes sur les terres, les animaux et les espèces sauvages.

Le réchauffement de la planète contribue à l'apparition de phénomènes météorologiques extrêmes plus dévastateurs et plus fréquents. Et alors que les populations s'agglutinent dans des logements médiocres de bidonvilles ou de zones côtières vulnérables, elles sont plus nombreuses à s'exposer aux maladies et aux catastrophes climatiques.

Les acquis en matière de développement peuvent être balayés d'un revers de la main. Notre expérience des ouragans ou des séismes montre qu'il est plus efficace d'investir dans la prévention, avant que la catastrophe ne survienne. C'est la raison pour laquelle les pays ont besoin de programmes de protection sociale adaptative — qui sont intégrés aux systèmes d'alerte rapide en matière de sécurité alimentaire et peuvent être renforcés en prévision de chocs.

Il est plus que temps de passer à des pratiques qui préservent et renforcent la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une manière durable. Les tâches à accomplir sont nombreuses et urgentes. Nous avons besoin de financements soutenus pour investir dans des programmes qui privilégient la santé humaine, animale et planétaire ; rétablissent les paysages et diversifient les cultures afin d'améliorer la nutrition, réduisent les pertes et le gaspillage de nourriture ; renforcent les chaînes de valeur agricoles en vue de créer des emplois et de compenser les pertes de revenus ; et encouragent des techniques agricoles respectueuses du climat à une échelle nettement plus grande.

« Les systèmes alimentaires mondiaux ont subi de multiples chocs en 2020, des répercussions économiques de la pandémie sur les producteurs et les consommateurs à l'invasion de criquets pèlerins et aux aléas météorologiques. »

Le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires sont disposés à aider les pays à réformer leurs politiques agricoles et alimentaires et à redéployer les ressources budgétaires au profit d'un redressement écologiquement rationnel, solidaire et résilient.

Mettre l'accent sur la sécurité alimentaire permettrait de corriger une injustice fondamentale : près d'une personne sur 10 souffre de faim chronique dans une ère de gaspillage et d'abondance de nourriture. Cet accent permettrait aussi de renforcer notre capacité collective à surmonter la prochaine tornade, inondation, sécheresse ou pandémie — avec des aliments sains et nutritifs accessibles à tous.

Les programmes d’inclusion économique : un tremplin pour échapper à l’extrême pauvreté

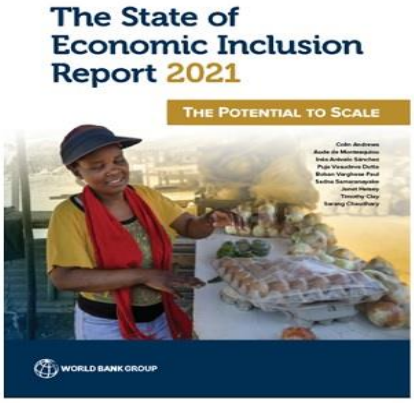
Bénéficiaires en train de collecter leur allocation à Madagascar. Crédit photo : © Mohammad Al-Arief/The World Bank

Alors que la planète est aux prises avec la pandémie de coronavirus, la dernière édition du Rapport sur l’état de l’inclusion économique trace des pistes pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables à échapper à la pauvreté

Pour la première fois depuis 20 ans, l’extrême pauvreté dans le monde est à nouveau en hausse, la pandémie de COVID-19 menaçant d’effacer des années de progrès durement acquis. Selon la Banque mondiale, la récession économique provoquée par la situation sanitaire pourrait faire basculer 150 millions de personnes supplémentaires dans l’extrême pauvreté d’ici 2021 — un risque qui concernera surtout les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les personnes handicapées, très durement frappées.

Alors que gouvernements et partenaires du développement s’emploient à renverser de toute urgence cette tendance et à soutenir les plus démunis, des données toujours plus nombreuses montrent que des interventions coordonnées en faveur de l’inclusion économique sont des leviers précieux pour s’extraire de l’extrême pauvreté.

Les mesures de protection sociale, dont les transferts monétaires, sont des piliers des programmes de lutte contre la pauvreté. Si elles permettent d’augmenter les actifs et de renforcer la résilience des plus pauvres, elles ne suffisent pas pour supprimer les multiples obstacles qui risquent d’empêcher les plus démunis et les plus vulnérables de sortir durablement du piège de la pauvreté. Parmi ces entraves, le manque d’instruction ou de formation, l’absence de débouchés professionnels, la non-possession d’actifs ou l’incapacité à accéder aux marchés et aux financements.



Pour relever ce défi, le Rapport sur l'état de l'inclusion économique 2021 (a) s'attache à comprendre comment les pays pourraient s'appuyer davantage sur des investissements de base, y compris dans la protection sociale, l'emploi et les moyens de subsistance et l'inclusion financière, afin d'améliorer les perspectives des pauvres.

Publié par le Partenariat pour l'inclusion économique (PEI) (a), une collaboration sans précédent entre gouvernements nationaux, Banque mondiale et un large éventail de partenaires du développement, le rapport fait un point sur les efforts de la communauté internationale pour renforcer les programmes d'inclusion économique destinés aux plus pauvres, en mettant l'accent sur les moyens de subsistance et l'emploi. Après examen de 219 programmes dans 75 pays à travers le monde couvrant 92 millions d'individus, le rapport constate que ces interventions constituent effectivement pour les laissés-pour-compte un véritable tremplin pour échapper à la pauvreté et se doter de moyens de subsistance durables.

Pilotées par des gouvernements et des organisations non gouvernementales, ces initiatives d'inclusion économique varient par leur portée et leurs populations cibles. Ancrées dans les communautés et privilégiant les partenariats, elles sont conçues de manière à s'adapter à l'évolution des besoins locaux, face notamment à de nouvelles difficultés, comme la pandémie de COVID-19 ou les effets grandissants du changement climatique. Qu'elles ciblent des ménages dirigés par des femmes au Niger, des populations déplacées en Afghanistan (a) ou une communauté autochtone au Pérou, toutes s'appuient sur une approche multidimensionnelle conjuguant différentes mesures de lutte contre la pauvreté — allocations en espèces, formation, accompagnement, accès aux marchés et services — afin d'avoir un impact maximal et de transformer le quotidien des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Les programmes d'inclusion économique jouent également un rôle central dans la promotion d'emplois plus nombreux, de meilleure qualité et plus inclusifs — l'un des grands chevaux de bataille du Groupe de la Banque mondiale. La pandémie de COVID-19 a des conséquences de grande ampleur, mais un impact disproportionné sur les plus démunis, durcissant ainsi l'étau de la pauvreté et exacerbant les vulnérabilités. Au niveau des ménages, ces effets les plus immédiats se traduisent par une hausse des prix alimentaires, une baisse des sources de revenu et des chocs irréversibles sur le plan de la santé.

Comment modifier radicalement les perspectives économiques des populations les plus pauvres et les plus vulnérables ? Le rapport met en lumière trois axes pour éliminer ce défi tenace :

- **Accès à des activités rémunératrices :** quand elles ont un emploi, les personnes les plus démunies travaillent souvent dans des entreprises informelles et des secteurs moins productifs, avec un salaire peu élevé et une protection sociale inexistante. En conjuguant formation, accès aux financements, à la technologie, aux infrastructures et, surtout, aux marchés et aux réseaux, les programmes d'inclusion économique peuvent aider les participants à s'acheminer vers un emploi durable ou à se constituer des moyens de subsistance grâce à une activité indépendante ou une microentreprise. Au Pérou, le programme Haku Wiñay (a) a réussi à rapprocher

les plus pauvres des marchés locaux, en développant une solide collaboration entre les acteurs de la protection sociale et ceux du monde agricole. Des ménages ruraux ont pu ainsi investir dans des actifs productifs avec, à la clé, une hausse de leurs revenus de près de 8 %.

- **Autonomisation économique des femmes :** la réduction de la pauvreté passe impérativement par une indépendance financière accrue des femmes et le renforcement de leur autonomie d'action et de décision. Près de 90 % des programmes examinés par le rapport ont un volet sur l'égalité hommes-femmes, signe d'une reconnaissance accrue de l'importance du travail des femmes dans l'évolution des individus et des communautés. En Zambie, la Banque mondiale finance des interventions en soutien aux moyens de subsistance des femmes dans le cadre du projet d'éducation des filles et d'autonomisation des femmes (GEWEL) (a), une initiative qui a permis à 75 000 femmes démunies d'acquérir des compétences pratiques et commerciales, de bénéficier d'un accompagnement et de constituer des groupes d'épargne.
- **Perspectives pour la jeunesse :** les jeunes issus des familles les plus pauvres ont souvent du mal à trouver un emploi adapté, surtout en milieu urbain. En cause, des lacunes en termes de compétences et de connaissances ou l'absence de réseaux pour accéder, malgré leurs qualifications, à des emplois de qualité. Face aux niveaux élevés de sous-emploi des jeunes et aux difficultés d'accès à l'emploi formel, les programmes d'inclusion économique peuvent encourager le travail indépendant et la création de microentreprises. En Ouganda par exemple, dans le cadre d'un programme de création d'opportunités (a), des groupes de jeunes adultes reçoivent des fonds pour une formation technique et professionnelle, en plus d'outils et de matériel utiles au métier choisi. Les participants au programme lancé il y a quatre ans ont 65 % de chances supplémentaires d'exercer un métier qualifié (charpentier, tailleur ou coiffeur), tandis que 38 % indiquent mieux gagner leur vie et que les actifs commerciaux ont augmenté de 57 %.

En levant les obstacles qui empêchent les plus pauvres d'exprimer leur potentiel productif, les initiatives en faveur de l'inclusion économique transforment la vie de millions de personnes. La Banque mondiale finance actuellement 157 programmes de ce type dans le monde, dans différents secteurs : protection sociale, création d'emplois, agriculture, environnement, finance, innovation, développement social et éducation. Nous continuerons de promouvoir une approche multidimensionnelle pour réduire la pauvreté et atténuer l'impact de l'actuelle situation d'urgence mondiale, tout en œuvrant pour le développement du capital humain, indispensable pour relancer la machine économique.

Les programmes d'inclusion économique profitent à présent à 92 millions de personnes à travers le monde

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, ces programmes ont connu un essor sans précédent en 2020

WASHINGTON, 26 janvier 2021 — Les programmes d'inclusion économique, qui contribuent à accroître les revenus et les actifs des populations les plus pauvres, couvrent à présent quelque 20 millions de ménages pauvres et vulnérables dans 75 pays, au profit de près de 92 millions de personnes. Cet essor se produit à un moment crucial, alors que le nombre d'individus en situation d'extrême pauvreté dans le monde augmente pour la première fois depuis 20 ans, pour atteindre désormais plus de 700 millions d'habitants.
Dans une nouvelle publication intitulée en anglais *State of Economic Inclusion (SEI) Report 2020: The Potential to Scale*, la Banque mondiale dresse un état des lieux mondial des dispositifs d'inclusion économique et se penche sur leurs processus d'expansion. Selon le rapport, les programmes d'inclusion économique, qui associent généralement transferts en espèces ou en nature, services de formation ou de mentorat, accès à des financements et renforcement des liens avec les marchés, deviennent rapidement l'un des principaux instruments auxquels les pays ont recours dans le cadre de leurs vastes stratégies de lutte contre la pauvreté. Ces programmes devraient de surcroît perdurer, en particulier dans les

régions touchées par des conflits, les changements climatiques et des chocs, à la suite de la pandémie de COVID-19.

« *Transformer les conditions de vie des populations extrêmement pauvres et vulnérables* : *c'est l'un des problèmes les plus tenaces auquel nous sommes confrontés en matière de développement, et cette tâche est devenue encore plus difficile du fait de la pandémie de COVID-19*, note **Mari Pangestu, directrice générale du Groupe de la Banque mondiale**.

« Ce rapport présente le premier examen systématique des programmes d'inclusion économique mis en œuvre dans le monde, et montre comment les autorités nationales peuvent investir au mieux dans la protection sociale, l'emploi et l'inclusion financière pour aider les populations pauvres à se construire un meilleur avenir. »

Le rapport SEI est le fruit d'une collaboration sans équivalent menée sous l'égide du Partenariat pour l'inclusion économique (PEI). Le PEI est une plateforme spécialement conçue pour soutenir l'adoption et l'adaptation de programmes nationaux d'inclusion économique en collaboration avec diverses parties prenantes, parmi lesquelles les autorités nationales, des organismes bilatéraux et multilatéraux, des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche et le secteur privé.

« Le Partenariat est essentiel au succès des programmes en raison du caractère multidimensionnel des résultats qu'ils doivent produire. La collaboration de BRAC avec le PEI témoigne de l'engagement que nous avons pris collectivement de veiller à ce que les approches et les réalisations des programmes prennent en compte les besoins des collectivités, les réalités sur le terrain et les compétences spécialisées de nos partenaires locaux », explique **Shameran Abed, principal au sein de BRAC**, qui est une organisation de développement internationale basée au Bangladesh.

Le rapport examine plus de 200 programmes poursuivis dans 75 pays. Il note que, dans le monde entier, les autorités nationales accroissent de plus en plus la portée des initiatives d'inclusion économique en ayant recours à des filets de protection sociale. Les études approfondies consacrées au Sahel, au Bangladesh, au Pérou et à l'Inde mettent en relief l'évolution de ces programmes et la manière dont ils relèvent les défis posés, notamment, par l'urbanisation, les disparités dans l'accumulation de capital humain, l'adaptation aux chocs et les transformations technologiques.

Le rapport accorde une place importante aux répercussions de la pandémie de COVID-19, en considérant ces dernières aussi bien au niveau des ménages qu'à celui des institutions. Les programmes d'inclusion économique axés sur les populations les plus pauvres offrent de vastes possibilités d'améliorer les moyens d'existence dans le cadre de la poursuite d'interventions intégrées visant à maîtriser la pandémie, à assurer la sécurité alimentaire et à soutenir la reprise à moyen terme. Les observations recueillies en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, en Zambie et dans d'autres pays montrent comment ces programmes peuvent tirer parti des programmes d'aide sociale, sans toutefois les remplacer.

« La pandémie de COVID 19 montre qu'il est important de faire le lien entre la protection sociale et l'inclusion économique pour mettre les populations à l'abri de chocs. Nous continuons d'accorder d'importants financements à l'appui de la protection sociale et de l'emploi. Les programmes d'inclusion économique offrent toutefois de vastes possibilités d'élargir la portée des systèmes publics de protection sociale existants, ce qui pourrait contribuer de manière capitale à promouvoir le redressement à long terme requis du fait des répercussions de la pandémie », explique **Birgit Pickel, directrice du programme Santé mondiale, Prévention des pandémies, Une santé, au ministère allemand de la Coopération et du Développement (BMZ).**

Le rapport indique que l'autonomisation économique des femmes est un facteur essentiel des interventions, et que près de 90 % des programmes examinés sont axés sur celles-ci. Il s'agit là d'une observation fondamentale du rapport, ainsi que d'autres études du PEI qui

montrent que les femmes constituent la majorité des effectifs des secteurs les plus durement touchés par la pandémie comme l'éducation, le commerce de détail, le tourisme, l'hôtellerie et les services domestiques. Les crises antérieures ont fait ressortir l'importance de mettre l'accent sur les femmes pour éviter une contraction de leurs débouchés, une réduction de la priorité accordée aux services de santé qui leur sont destinés et une augmentation des violences à leur encontre.

« Les trains de mesures d'inclusion économique offrent de réelles possibilités d'aider les femmes à faire face aux multiples impacts de la pandémie de COVID-19. Cette dernière a notamment fait ressortir la nécessité de renforcer les systèmes nationaux, et de veiller à ce qu'ils soient conçus de manière inclusive et équitable pour éviter que les femmes et d'autres groupes marginalisés de longue date soient laissés pour compte », explique **Olivia Leland, fondatrice, présidente et directrice générale de Co-Impact,** organisme de philanthropie collaborative ayant pour mission d'améliorer la situation de millions de personnes à l'échelle mondiale.

Le rapport analyse également les principaux arguments portant sur l'impact et le coût de ces programmes, qui sont des facteurs déterminants de la viabilité de programmes d'inclusion économique de grande envergure. Il expose, par exemple, les grandes leçons tirées des initiatives appuyées par le Programme de protection sociale adaptative au Sahel lancé en 2014 dans le but de concevoir et de mettre en place ce type de programme pour aider les ménages pauvres et vulnérables à accroître leur résilience face aux effets des changements climatiques, notamment la nécessité d'étendre rapidement et systématiquement la portée des actions menées.

« Il sera essentiel de recourir aux technologies numériques pour surmonter les problèmes de capacités et renforcer la gestion des programmes. Nombre de ces derniers ont déjà recours aux registres des programmes sociaux publics, aux registres des bénéficiaires et à d'autres bases de données du secteur public pour recenser les participants éventuels », explique **Michal Rutkowski, directeur mondial du pôle Protection sociale et emploi de la Banque mondiale.**

Le PEI lance, en même temps que le rapport SEI, un portail en ligne donnant libre accès à ses données, qui témoigne de sa détermination à soutenir l'apprentissage et la mise en œuvre des programmes à l'échelle mondiale.

Le Groupe de la Banque mondiale, l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des mesures rapides et de grande envergure en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Il s'attache à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures médicales de première nécessité tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois. Le Groupe de la Banque mondiale prévoit de mobiliser jusqu'à 160 milliards de dollars sur une période de 15 mois qui s'achèvera en juin 2021, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend notamment 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et de prêts à des conditions très favorables fournis par l'IDA, ainsi qu'une enveloppe de 12 milliards de dollars destinée à financer l'achat et la distribution de vaccins contre la COVID-19 dans les pays en développement.

Les solutions numériques actuellement mises en œuvre en réponse à la pandémie de COVID-19 sur tout le continent. En outre, il recense les investissements nécessaires pour améliorer la technologie et l'infrastructure numériques. Le présent document passe en revue de nombreuses technologies, comme les logiciels de conférence de base qui permettent le télétravail sur un appareil ou ordinateur mobile ou des plateformes de réseaux sociaux qui permettent aux personnes de communiquer et aux gouvernements d'éduquer le public. Il existe également des offres plus avancées, comme la livraison de produits médicaux à l'aide de drones et des plateformes numériques grâce auxquelles les petites entreprises peuvent rester ouvertes. L'une des principales conclusions de la présente étude est que nous avons besoin d'investissements plus intelligents et présentant un meilleur rapport coût-efficacité. Il sera ainsi possible d'améliorer les technologies à un rythme plus rapide aux niveaux national et régional. La Commission économique des

Nations unies pour l'Afrique estime que la pandémie pourrait amener les économies africaines à se contracter de 2,6 % en 2020.
Il sera alors plus difficile pour les administrations locales de financer et de soutenir les nouvelles technologies. Le présent document aidera l'Afrique à évaluer les coûts à consentir pour développer davantage de solutions numériques. Alors que les pays africains continuent de s'adapter à la pandémie et de se préparer au redressement, il existe de nombreuses façons de les aider à investir dans un avenir meilleur. Le Programme des Nations unies pour le développement.